

A Ankara, Jouyet rassure sur le processus d'adhésion

mardi 27 mai 2008, par [Marc Semo](#)

Libération.fr

L'exercice tient du funambulisme. Alors que le président Sarkozy, rappelait, dans son interview télévisée du 24 avril, son opposition à toute future adhésion de la Turquie dans l'Union européenne « parce qu'elle n'est pas en Europe mais en Asie », Jean-Pierre Jouyet, le secrétaire d'Etat chargé des Affaires européennes, doit rassurer Ankara alors que Paris s'apprête en juillet à présider l'UE pour six mois.

« Intérêt »

« La France n'entend pas casser les négociations avec la Turquie et notre message est clair : la présidence française sera objective, impartiale et équilibrée vis-à-vis de la Turquie », a expliqué mardi et mercredi Jean-Pierre Jouyet, qui achevait dans la capitale turque une tournée de plusieurs mois des 26 partenaires de l'Union et des pays candidats. Il s'agissait de convaincre des interlocuteurs, certains que Paris est désormais leur principal opposant au sein de l'Union, que la présidence française défendrait « l'intérêt général des Vingt-Sept » et non la position française, car « une présidence réussie est d'abord une présidence qui fait avancer la construction européenne ». Sur le cas de la Turquie, il a même assuré à ses interlocuteurs que, « si les critères sont remplis, de nouveaux chapitres de négociations seront ouverts ». L'enjeu porte toutefois sur des domaines mineurs.

La mission n'en était pas moins difficile pour ce haut fonctionnaire, longtemps proche des socialistes, qui a accepté d'entrer dans le gouvernement pour relancer la construction européenne, notamment avec le traité simplifié finalement adopté à Lisbonne. Il n'a jamais caché non plus avoir - comme son ministre de tutelle, Bernard Kouchner - une position nettement différente de celle de l'UMP à l'égard de la Turquie. Le message se résumait donc à rappeler une position commune à minima des Européens : « deux voies restent ouvertes » pour la Turquie, celle d'une adhésion pleine et entière, mais aussi celle d'une relation différente et privilégiée. Les autorités d'Ankara comme les élites économiques turques refusent toute autre solution qu'« une adhésion pleine et entière ».

« La Turquie doit rester dans le camp européen, car cela représente une garantie pour le processus de démocratisation et un levier pour les réformes mais, en même temps, il ne faut pas déstabiliser l'Union », explique Jouyet, soulignant le poids démographique de ce pays de 70 millions d'habitants, en écrasante majorité musulmans, dont le revenu est nettement inférieur à la moyenne communautaire. « Les arguments sur la capacité d'absorption de l'Union sont suffisamment sérieux pour qu'il ne soit pas besoin d'en rajouter », explique Jouyet. Nombre de Turcs sont indignés par les amendements sur mesure présentés pendant le débat sur la réforme constitutionnelle par des parlementaires UMP afin d'imposer le recours au référendum pour le seul cas turc.

« Rive »

L'autre grand enjeu était de rasséréner Ankara sur l'Union pour la Méditerranée, projet de coopération

réunissant d'un côté les Vingt-Sept et de l'autre les pays riverains du Sud. « Ce n'est pas un piège pour la Turquie ni un substitut aux négociations d'adhésion », a expliqué Jouyet, afin de convaincre les Turcs de participer au grand sommet du 13 juillet qui doit lancer ce chantier phare. Ankara réserve encore sa décision mais se dit intéressé. De par son poids économique, mais aussi par son rôle diplomatique de puissance régionale, la Turquie peut y jouer un rôle clef. D'où l'importance de convaincre Ankara. Fin diplomate, Jouyet a rappelé à ses interlocuteurs que la Turquie est en tout état de cause « sur la rive nord ». Comme les Européens.

[*Article original*](#)

Sources

Source : Libération, le vendredi 9 mai 2008